

Lutter pour le territoire, vivre le territoire. Le cas du site d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure

AUTEURE

Eleonora GARZIA

RÉSUMÉ

Cette communication cherche à saisir les conditions et les dispositions en fonction desquelles les individus structurent et développent leur relation au territoire et explore les manières dont ils le vivent, l'« imaginent », le pratiquent en lui donnant un sens. Le territoire n'est pas un espace neutre, mais le produit de l'interaction entre l'espace et les individus, lesquels le modèlent au sens matériel et symbolique. Cependant, nous voulons proposer une approche différente : partir de l'analyse d'une situation de conflit pour arriver à considérer celle-ci comme un moment important pour étudier les liens entre territoire et individu. Dans cette perspective, la question soulevée porte aussi sur la reconsidération du lien au territoire et sur l'effet que celui-ci a sur la formation d'une identité collective. Plus particulièrement, le conflit et le territoire sont vus ainsi comme laboratoires pour comprendre leur(s) effet(s) sur les relations sociales.

MOTS CLÉS

Territoire, conflit, action collective, nucléaire

ABSTRACT

This paper seeks to define the conditions according to which people structure and develop their relationship to the territory, and to explore the ways people live, “imagine” and practice it. Territory is not a neutral space, but the product of the interaction between space and actors, which models it both in a material and symbolic sense. However, we want to propose a different approach: starting from the analysis of a situation of conflict, we want to consider it as an important moment to study the relationships between territory and actors. Our perspective concerns the reconsideration of the relationship to the territory and the effect that it has on the creation of a collective identity. In particular, conflict and territory are seen as laboratories to understand the effect(s) they might have on social relations.

KEYWORDS

Territory, Conflict, Collective action, Nuclear power

INTRODUCTION

En France, dans la zone rurale de la commune de Bure en Meuse/Haute-Marne, est prévue une entrée en fonctionnement en 2025 d'un Centre industriel de stockage géologique (Cigéo). Lancé il y a vingt-cinq ans, Cigéo est le projet français de stockage des déchets HA-VL (haute-ment radioactifs et à durée de vie longue) et MA-VL (moyennement radioactifs et à durée de vie longue) qui proviennent des installations nucléaires actuellement en fonctionnement en France. L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) est chargée de construire des installations souterraines, à environ 500 mètres de profondeur, qui accueilleront les colis de déchets. De nombreux travaux préparatoires pour la construction de ces installations souterraines ont été lancés et ont été très contestés. Le projet de construction du centre, en provoquant des réalités multiples et complexes, ne pouvait que susciter des réactions, des actions collectives, également hétérogènes et complexes.

Une multitude des collectifs d'habitants, des élus locaux, des syndicats de paysans, des experts, mais surtout des militants écologistes, venus de toute la France et de l'étranger, s'engagent pour contester la construction du centre d'enfouissement. Ils s'organisent en collectifs et organisent de multiples actions collectives, manifestations, blocages, campagnes d'information, recours juridiques, etc. L'enjeu immédiat est celui de l'annulation de l'implantation sur le territoire de la commune : des barricades, tranchées et manifestations sont organisées et mises en place devant le laboratoire en construction et les heurts entre les opposants et la police sont parfois violents.

1. CONTEXTE ET DÉVELOPPEMENT DU CONFLIT

Au début des années 90, l'Andra est chargée de mener des travaux de reconnaissance géologique pour trouver un site susceptible d'accueillir un laboratoire souterrain pour la gestion des déchets radioactifs. Dès ce moment, les premières mobilisations des communautés locales éclatent : elles luttent pour la défense, la protection et le respect de leur territoire. Les oppositions, menées par des milliers des personnes et des élus locaux, ne cessent de s'amplifier.

En 1999, le site de Bure est sélectionné par le gouvernement français : un décret, du 3 août 1999, autorise l'Andra à installer et exploiter sur le territoire de la commune de Bure un laboratoire souterrain destiné à étudier les formations géologiques profondes où pourraient être stockés les déchets radioactifs. Le laboratoire entre en fonctionnement en 2004 et, sur le site, organisations et collectifs locaux et nationaux s'opposent au projet de stockage. Chaque année, des manifestations de grande ampleur sont organisées à Bure : les collectifs intensifient particulièrement les manifestations en été. Les opposants plantent leurs tentes et décident de camper face au chantier de l'Andra ; des membres des collectifs locaux se partagent les semaines et tiennent une permanence (Collectif Burestop 55, 2014 : 86).

En 2004, les opposants achètent une maison au centre du village de Bure. La Maison de la Résistance à la poubelle nucléaire est fondée par le collectif Bure Zone Libre et le réseau Sortir du Nucléaire. Achetée à l'aide des anti-nucléaires allemands, elle est rénovée grâce aux dons et aux investissements personnels des militants. Ainsi aux côtés des habitants, s'installent à Bure des militants qui sont rarement originaires de la région. Parfois vingt ou trente, voire cent personnes habitent cette ferme, qui est ouverte à tous ceux qui veulent prendre part à la lutte. La Maison est le lieu de ralliement des oppositions au projet. Incubatrice d'idées et visions partagées, elle joue un rôle central dans la construction de l'activité de résistance et de réflexion.

Théâtre d'occupation, d'expulsion et de recours juridiques, le bois Lejuc, dans la forêt de Mandres-en-Barrois, situé à quelques kilomètres de Bure, devient aussi un symbole de l'opposition au projet d'enfouissement. En juillet 2016, lorsque l'Andra entreprend des travaux préparatoires de creusement dans la forêt dans la perspective d'y implanter des installations de surface du projet Cigéo, les opposants occupent physiquement le lieu afin d'empêcher les personnels de l'Andra de poursuivre leur travail.

Les opposants au projet Cigéo forment des collectifs localisés. Le conflit produit ainsi des regroupements sur une base spatiale. À Bure, les opposants sont devenus des habitants permanents, ce qui a fini par faire d'eux des acteurs du territoire.

2. CONSTRUIRE LE TERRITOIRE, VIVRE LE TERRITOIRE, LUTTER POUR LE TERRITOIRE

Les opposants se pensent comme un ensemble cohérent, qui lutte contre un ennemi commun. Le conflit et la menace se présentent comme des abstractions vécues qui circonscrivent l'espace et encouragent à se réapproprier le territoire. Le conflit se matérialise ainsi dans l'espace : un nouveau territoire, circonscrit par les opposants, se concrétise. « C'est le sens de notre action ici, retrouver du collectif. On a fait des semis sur les terres appropriées par l'Andra cette année. On souhaite aussi organiser des marchés. L'occupation de la forêt est le prolongement de ces mobilisations pour montrer que le territoire reste toujours en vie »¹.

« La terre est à nous ! »². Les opposants habitent désormais le territoire. Ils s'approprient des lieux, ils construisent une relation avec le territoire. En effet, habiter c'est appartenir aux lieux et s'y rapporter en étant attaché à ce qui les entoure : attaché aux gens qui y habitent, aux champs, aux maisons, au territoire (Collectif mauvaise troupe, 2016 : 228).

Le territoire devient pour les opposants un espace de vie : un *espace pratiqué* où ils habitent physiquement le lieu, cultivent la terre, se déplacent aux alentours, et un *espace social*, lieu de fréquentation des habitants du village et des gens qui – comme eux – sont arrivés à Bure pour habiter le lieu et lutter pour la même cause. Le territoire se transforme ainsi pour les opposants en *espace vécu* : un système cohérent de symbole, de pensée et réflexion. Ils occupent le territoire à travers leurs pratiques symboliques, leurs rêves et leurs idéologies. De toute évidence, il y a une liaison entre l'espace de vie et l'espace vécu.

Les opposants créent ainsi, à l'occasion du conflit, leur *espace de vie*. De ce fait, une nouvelle territorialité se crée. Le conflit devient un intermédiaire dans les rapports des acteurs au territoire et se constitue en élément fondateur du processus de construction des identités territoriales (Kirat & Torre, 2008 : 13). Les opposants se reconnaissent comme faisant partie du territoire : de nouvelles identités liées au territoire se produisent. « À Bure, habitants et paysans refusent que leur territoire devienne une grande poubelle nucléaire » (Thorel, 2016).

Si le territoire commun et le sens d'appartenance constituent les bases de chaque collectivité territoriale, l'existence des groupes ne peut pas être imaginée sans lien socio-émotionnel entre individus. Les opposants constituent ainsi, collectivement, des communautés « liées à la terre ». Cela suscite donc l'exigence de repenser la notion de lien au territoire, des liens multiples au territoire, ainsi que la notion d'appartenance.

Une sorte de complicité entre l'individu et la terre se mobilise. Cette complicité peut se configurer en tant que territorialité : une territorialité réelle ou imaginaire qui crée le lien spatial et le lien entre les individus, qui ont cette complicité en commun. Du refus du projet on passe à la défense du territoire et à sa réévaluation : « vivre le territoire », ou simplement « être présent sur le territoire », représente la première étape vers l'identification à celui-ci. Le territoire participe à construire l'identité du groupe et à consolider le sentiment d'appartenance au sens symbolique et matériel.

1 Réseau Sortir du nucléaire, 2016, « Appel à ré-occupation du Bois Lejuc » [en ligne : www.sortirdunucleaire.org/Appel-a-re-re-occupation-du-Bois-Lejuc consulté le 30/04/17].

2 Vmc.camp, 2016, « La terre est à nous. Témoignages de paysan.ne.s en lutte à Bure », Plus Bure sera leur chute... Lutte contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires [en ligne : vmc.camp/wp-content/uploads/2016/10/brochure-paysans-en-lutte-bure.pdf consulté le 25/05/17].

La proximité spatiale et sociale, produite par l'action collective, aide à la création des liens sociaux. L'expérience d'agir ensemble dans une logique de revendication a ainsi la fonction de structurer les liens et les identités qui ont trait au territoire. La conflictualité engendre et accroît les interactions entre les participants (Simmel, 1908).

Entre autres, l'identité est produite au moment où les individus entrent en relation les uns avec les autres. À cet égard, les membres d'une communauté doivent se penser différemment pour pouvoir se distinguer des autres : il s'agit d'une définition qui crée des frontières. Le processus de construction d'une identité collective et d'une communauté est directement lié au concept de « frontière » qui sépare le « nous » des « autres ». Les opposants construisent ainsi une nouvelle communauté qui partage une solidarité de destin. « Il y a en ce moment un ancrage local de la lutte qui mobilise villageois, agriculteurs et militants, une cohésion que nous n'avons pas réussi à créer dans les années 2000. »

3. RÉSULTATS

Cette analyse nous permettra ainsi de constater que le rapport au territoire s'élabore en fonction des actions et pratiques (conflit et action collective), des expériences sensibles (vivre le territoire) et d'expériences vécues (lutte et réappropriation de l'espace). Un processus identificateur et identitaire s'engendre donc : le territoire social devient à la fois produit de l'imagination et produit des relations sociales (Tizon, 1996 : 21).

Nous retiendrions, grâce à cette analyse sur l'espace de vie et l'espace vécu par les opposants à Bure, trois indications majeures. En premier lieu, nous pouvons observer qu'une situation de conflit peut constituer un moment important pour la formation d'un lien entre l'individu et le territoire. En ce sens, le conflit peut être vu comme une nouvelle négociation de la relation à l'espace. Il représente pour les opposants un moment, plus particulièrement le début, de la relation à l'espace et au territoire. En deuxième lieu, nous pouvons observer comment la territorialisation intensifie les identités collectives et les relations entre les individus. De plus, l'action collective aussi, expérimentée par les opposants, modèle le processus individuel de construction identitaire et crée de nouveaux liens et relations.

La conflictualité a pour effet de créer de nouvelles territorialités. La territorialité assure la pérennité et la reproduction du processus identitaire à travers la matérialité spatiale. Les opposants intériorisent ce processus : ils appartiennent au territoire et le territoire leur appartient.

Le mouvement de protestation a engendré un sens de communauté et des nouveaux liens ont émergés. Le conflit a permis que des nouvelles relations s'établissent entre les opposants, et qu'ils puissent développer une nouvelle capacité de réflexion, d'échange et de concertation. Le mouvement a permis aux individus de développer une activité commune forte et partagée. L'identité commune se lie au besoin de penser l'espace en tant que coexistence qu'il faut préserver.

4. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE

Dans un premier temps, nous avons recueilli des données empiriques, constituées au cours d'une enquête de terrain à Bure et aux alentours. Les données ont été réunies à travers trois canaux : l'analyse de corpus multi-émetteur (presse écrite et électronique, blogs et sites internet), la réalisation d'une observation participante et d'environ 20 entretiens, menées directement dans la commune de Bure (interviews orales, individuelles ou de groupes) auprès des

personnes ou groupes sélectionnés soigneusement. Les entretiens ont été conduits auprès de militants, collectifs, habitants et élus locaux. Ensuite, l'étude empirique a été accompagnée par une étude théorique, qui a cherché à valider les observations et les données recueillies. Il s'est agi de mettre en relation les objets d'étude avec les circonstances historiques, sociales et économiques dans lesquelles ils se sont produits, afin de pouvoir les problématiser et les définir de manière exhaustive et définitive. Nous avons ensuite posé notamment l'attention sur trois notions : territoire, conflit et identité, que nous avons essayé d'approfondir en les mettant en relation avec les « faits » observés pour pouvoir enfin donner une explication aux données de l'enquête.

RÉFÉRENCES

- Aime M., 2016, *Fuori dal tunnel. Viaggio antropologico nella Val di Susa*, Milan, Meltemi ed.
- Collectif Burestop 55, 2014, *Notre colère n'est pas réversible. Enfouir les déchets nucléaires atomiques : le refus*, Collectif Burestop 55.
- Collectif mauvaise troupe, 2016, *Contrées : histoires croisées de la zad de Notre-Dame-des-Landes et de la lutte No TAV dans le Val Susa*, Paris, L'Éclat.
- Di Méo G. (dir.), 1996, *Les territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan.
- Kirat T., Torre A. (dir.), 2008, *Territoires de conflits : analyses des mutations de l'occupation de l'espace*, Paris, L'Harmattan.
- Simmel, G., 1908, *Soziologie. Untersuchungen über die Formen der Vergesellschaftung*, Berlin, Duncker & Humboit.
- Strassoldo R., 1993, *Le radici dell'erba. Sociologia dei movimenti ambientali di base*, Naples, Liguori ed.
- Subra P., 2016, *Géopolitique locale : territoires, acteurs, conflits*, Paris, Armand Colin.
- Thorel J., 2016, « À Bure, habitants et paysans refusent que leur territoire devienne une « grande poubelle nucléaire » », *Basta !* [en ligne : www.bastamag.net/A-Bure-habitants-paysans-et-militants-refusent-que-leur-territoire-devienne-une consulté le 04/03/17].
- Tizon P., 1996 « Qu'est-ce que le territoire ? », in G. Di Méo (dir.), *Les territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan, p. 17-34.
- Touraine A., 1973, *Production de la société*, Paris, Seuil.

L'AUTEURE

Eleonora Garzia

Université Paris Descartes – Philépol
garzia.nora@gmail.com